



## EN FINIR AVEC LE CHÔMAGE, UNE UTOPIE?

### LA SÉCURITÉ EMPLOI FORMATION

Un emploi pérenne ou une formation  
Pour un meilleur emploi avec une sécurité de revenu

Une proposition  
communiste

- FIN DU CHÔMAGE
- NIVEAU DE QUALIFICATION PLUS ÉLEVÉ POUR TOUS
- PRODUIRE AUTREMENT, PRODUIRE UTILE
- PRODUIRE PLUS ÉCOLOGIQUE

- PLUS DE POUVOIRS AUX SALARIÉS
- ÉCONOMIES SUR LE COÛT DU CAPITAL
- UNE NOUVELLE ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ  
AVEC L'HUMAIN AU CENTRE.

#### Sommaire

- 1) La Sécurité Emploi Formation en 5 points.....Pages 2/3
- 2) Avec la SEF, donner du sens aux mobilisations pour l'emploi.....Pages 5/6
- 3) Comment évolue l'emploi ?.....Pages 7/12



# La Sécurité d'Emploi et de Formation en 5 points

Frédéric Boccara

C'est un projet de société qui donne sens aux luttes et aux différentes revendications (emploi, RTT, développement des services publics, autre production écologique, formation, salaires, qualifications, émancipation, retraite, etc.).

**Pour les personnes** : le droit à un emploi dans la sécurité, ou une formation, avec un bon revenu, et à une mobilité librement choisie entre emploi et formation, dans le même emploi ou pour un meilleur ou autre emploi, ou une autre activité, dans un progrès et dans la sécurité.

## ◆ Trois principes : sécurité, mobilité, liberté.

Le principe de sécurité est fondamental, il s'oppose au principe du chômage et à la précarité fondamentale du marché du travail, maintenue même avec le chômage partiel.

◆ Avec la révolution technologique informationnelle, l'emploi et sa qualité sont la condition de l'efficacité.

**Le système sous-jacent** : le salaire est payé par l'employeur, le revenu autre (comme l'allocation de formation) est payé sur des cotisations sociales mutualisées.

Un Fonds spécifique permet aux travailleurs et habitants de conditionner l'utilisation de l'argent des entreprises (profits) et des banques (crédit) afin que les investissements matériels et de recherche soient créateurs d'emploi et de formation. Ces investissements porteurs d'emploi sont nécessaires pour permettre de créer efficacement les richesses (salaires, cotisations sociales, etc.) qui vont financer le système, et donc conforter les emplois créés, les services publics, développer le temps libre et de formation.

**Conséquence majeure** : une libération de la sujétion au patron et au capital pour avoir un revenu, puisqu'il est sécurisé. Le rapport des forces est fondamentalement changé.

Mais, cela ne libère pas de la nécessité collective de produire un revenu (assiette de financement du salaire et des autres revenus tels l'allocation de formation) et des richesses réelles de bonne qualité (écologie, santé, ..).

Il faut changer profondément le comportement des entreprises et des banques, leur gestion, dominé par le capital, ses coûts, ses pouvoirs, sa logique. Elles doivent suivre de tout autres critères que la rentabilité financière maximale et le profit - des critères d'efficacité économique, sociale et écologique – c'est-à-dire économiser le capital pour développer les femmes, les hommes et notre niche écologique naturelle, la planète.



◆ Pour cela il faut des pouvoirs nouveaux des travailleurs, habitants et usagers sur l'utilisation de l'argent par les entreprises et les banques, et sur la gestion des entreprises et services publics, permettant de les mettre en cohérence avec ce nouveau principe. Des pouvoirs qui soient retirés au capital et à sa logique. Une nouvelle cohérence entre objectifs (SEF + nouvelle production) et moyens, grâce à ces pouvoirs.

◆ Par de nouvelles institutions politiques, territoriales et nationale.

- **Des Conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique**, avec tous les acteurs économiques, sociaux et des représentants des habitants, où se prennent (a) des engagements de production, d'emploi de formation, par les employeurs et les pouvoirs publics (b) des engagements de financement par les banques (c) avec incitation et pénalisation (d) suivis démocratiquement.

- **Une régulation nouvelle** : face à des baisses d'activité, au lieu du chômage et de l'investissement matériel, avec l'emploi comme solde aléatoire, on répondrait : sécurité d'emploi, RTT et mises en formation ou recherche (donc services publics) pour de nouvelles et meilleures productions. D'où une nouvelle efficacité et une réduction massive du temps de travail pour la vie libre et la participation aux activités sociales.

Cette campagne engage un travail de résistance et de construction de longue haleine.

Elle n'oppose pas « luttes » et « élections », « contenus » et « rassemblement ». Il va nous falloir nous outiller collectivement, organiser à la fois éducation populaire et retour d'expérience afin d'ajuster au fur et à mesure. Mais, nos anciens qui, comme Rol-Tanguy, ont construit, organisé, la résistance armée à l'occupation nazie et contre Vichy, avaient dû assimiler la technique militaire, la stratégie. Aujourd'hui, où l'économie compte tant et où les banques sont les nouveaux tanks contre les peuples, il nous faut entrer dans cette nouvelle assimilation... La différence est que c'est un mouvement de résistance et de construction en même temps.



## Avec la SEF, donner du sens aux mobilisations actuelles pour l'emploi !

### Le contexte actuel :

Une situation du chômage désastreuse et pour longtemps. La crise sanitaire est une aubaine pour les grands groupes qui voyaient la crise financière et économique menacer leurs profits.

Cette crise sanitaire leur permet de se restructurer pour renouer avec des taux de rentabilité satisfaisants pour les actionnaires. Elle « justifie » des plans de licenciements importants, avec des aides financières fortes du gouvernement, de la BCE et des baisses d'impôts.

Alors que tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut réindustrialiser notre pays (mais le gouvernement continue de laisser faire le contraire), la proposition de **S**écurité **E**mploi **F**ormation est particulièrement pertinente aujourd'hui :

• répondre aux besoins de formation des salariés, de progression, de possibilité de mobilité d'un emploi à l'autre, d'une filière à une autre...

• répondre aux besoins avec une industrie du XXI<sup>e</sup> siècle avec des personnels qualifiés,

• répondre aussi aux besoins de qualification dans l'industrie existante pour la rendre plus efficace, moins polluante, moins gâcheuse de coûts inutiles (coûts du capital)...

• répondre aux nouveaux besoins de services publics, besoins dans la fonction hospitalière, dans l'éducation nationale, quatrième âge...

Avec le covid, les luttes sont encore plus difficiles mais les mobilisations montent, incontournables pour défendre l'emploi dans l'industrie, dans les hôpitaux...

### Une espèce non menacée

**Contrairement à des idées colportées y compris à gauche, l'emploi n'est pas une espèce en voie de disparition.**

Les progrès de productivité permettent de consacrer plus de temps à la formation, plus de temps aux loisirs, plus de temps à sa famille, sans réduire les richesses créées disponibles pour tous. Ainsi le PIB par habitant n'a cessé de progresser tandis que le temps de travail a considérablement diminué (PIB x 6 entre 1950 et 2011 pour une population x par 1,5).

La réduction du temps de travail s'est faite par la durée d'allongement des études, la semaine plus courte et la retraite même si le patronat et le gouvernement de droite remettent sans cesse en cause ces progrès.

L'emploi se modifie considérablement, des métiers disparaissent d'autres émergent, beaucoup se transforment. Avec la révolution informationnelle, même les machines outils sont maintenant très majoritairement dépendantes de l'informatique et cela évolue vite, très vite, nécessitant une formation permanente importante.

L'avenir n'est donc pas à un revenu universel, acceptant le chômage et assurant un revenu de survie à tous.



L'avenir est à l'emploi pour tous mais pas au rythme actuel : 40h, 44 semaines, 44 ans !

L'accès à une vraie formation qualifiante sur des périodes importantes de la vie active, rémunérée est une nécessité de notre époque.

**Pourquoi ne pas imaginer, dans un avenir pas si lointain, la moitié de la population active au travail (salarisée) et l'autre moitié en formation choisie qualifiante ou permettant de changer de filière, de métier ?**

◆ Cela ne peut s'envisager que dans un cadre où les richesses créées servent aux investissements utiles, porteurs d'emplois qualifiés et bien rémunérés, poussant à plus d'efficacité sociale et l'économique et créant suffisamment de richesses pour financer aussi les revenus d'une grande partie de la population en formation, et l'expansion des services publics.

◆ Cela pousse aussi à gagner plus de pouvoirs dans les entreprises et sur l'utilisation de l'argent des profits, des banques jusqu'à la BCE.

En ce sens, le projet de **Sécurité Emploi Formation** est un projet cohérent à la confluence des besoins individuels des salariés, des besoins d'une économie efficace pour les femmes et les hommes, à l'opposé du chômage et de la servitude.

**Certains opposent à la SEF, la nationalisation !**

Bien évidemment, la réappropriation sociale des entreprises reste à l'ordre du jour, plus que jamais.

1) Mais nationalisation, cela veut dire avoir pris le pouvoir institutionnel donc attendre qu'on soit vainqueurs aux élections, à supposer que les éventuels partenaires de gauche soient d'accords pour cette option .

Il existe bien ponctuellement des nationalisations sous gouvernement de droite mais toujours conduites pour nationaliser les pertes avant de re-privatiser les profits.

2) Et de quoi parlons nous avec nationalisation ? Celles de 1981 ne ressemblaient pas à celles de 1945 ! Et pourtant, en 1981, la gauche avait pris le pouvoir institutionnel. La « qualité » des nationalisations dépend de la mobilisation des gens. L'expérience montre qu'il ne suffit pas de gagner les institutions. D'où l'importance de la bataille d'idée que l'on mène aujourd'hui, de notre capacité à développer des luttes simultanément, de les politiser, de faire monter les exigences, de rendre nos idées hégémoniques.

**Notre projet de SEF donne du sens aux mobilisations actuelles et à venir pour l'emploi.**

Il s'agit dès aujourd'hui de construire des luttes avec les salariés, avec les progressistes, contre le chômage, pour l'emploi. Cela signifie qu'il est possible dès aujourd'hui de gagner des positions dans la mise en œuvre de la SEF sans conditionner ces avancées à une victoire électorale hypothétique à l'horizon 2022.

Pour l'avenir de notre industrie (mais également pour gagner des services publics), **l'instauration de conférences régionales permanentes pour l'emploi, la formation et pour la transformation productive écologiques** avec tous les acteurs économiques dans les régions où la gauche, les syndicalistes, les mouvements associatifs progressistes ont des forces mais aussi dans les régions particulièrement frappées par des plans de licenciements, **est un objectif atteignable.**

◆ Ces conférences sont fondées de fixer des objectifs d'emplois et de mises en formation.



◆ Elles sont fondées de permettre aux acteurs économiques, aux citoyens, d'être informés, de faciliter l'organisation de la résistance en anticipant les mauvais coups, **mais aussi de s'accaparer de cet énorme sujet qu'est l'utilisation de l'argent public, celui octroyé par le gouvernement, mais aussi celui, encore plus important, de la BCE, dont l'attribution et le contrôle restent hors de tout contrôle démocratique.**

**Cet argent peut être l'élément de convergence des citoyens, des salariés, pour exiger une autre utilisation de celui-ci pour le bien commun.**

Dans la fonction publique hospitalière, on peut dès aujourd'hui embaucher dans des emplois n'exigeant pas de qualifications importantes (brancardiers, agents d'entretien...), toutes tâches que cumulent les aides soignant-e-s et même les infirmier-e-s au lieu de se consacrer à 100 % à leurs malades. On peut aussi embaucher les jeunes sortis de leur formations de soignants pour être opérationnels face au covid. Mais simultanément, il faut mettre en place une formation massive pour toutes ces catégories afin d'assurer, en nombre et en qualité, les emplois dont nous avons et auront besoin avec l'évolution des technologies pour assurer à toute la population l'accès à des soins de qualité.

### Et 2020 ?

De nombreux appels sont lancés pour une candidature communes à la présidentielle de 2020. Certains soulèvent la nécessité des contenus. **Mais quels contenus ? Ceux sur lesquels nous sommes d'accords faisant fi des différences sur des questions essentiels comme l'emploi ?**

Revenu d'existence de EELV, revenu universel de B Hamon, l'État qui sera l'employeur *en dernier ressort* en cas de chômage de longue durée de JL Méchon, ou **S**écurité **E**mploi **F**ormation que nous proposons et qui vise à la fois l'avenir avec un changement de paradigme en sortant le travail du marché capitaliste mais aussi le présent : un processus qui permet de gagner immédiatement des avancées, on voit bien que c'est le grand écart des idées. La question est donc pour nous de sortir de la résignation sans attendre le jour d'après.

**La proposition de SEF nécessite des engagements immédiats pour des objectifs à conquérir immédiatement et dont il ne faut pas sous-estimer l'importance : gagner sur l'emploi, gagner sur l'utilisation de l'argent, conjuguer rassemblements, luttes, batailles d'idées, politisation de ces dernières. Cela ouvre d'autres perspectives de conquêtes notamment sur les pouvoirs dans l'entreprise, le changement de leur comportement ainsi que celui des banques, sortir de la domination du capital, remettre en cause son coût...**

Cela ne s'oppose pas à élections à venir, bien au contraire.

**L'importance de la bataille d'idée que l'on mène aujourd'hui, notre capacité à développer des luttes aujourd'hui, à les politiser, à faire monter les exigences, à rendre nos idées hégémoniques, quel meilleurs moyen d'être crédible, à l'horizon 2022, de sortir de la tambouille habituelle des alliances et de préparer l'avenir avec un peuple mobilisé ?**



## Comment évolue l'emploi ?

Nous sommes face à de très nombreuses annonces de plans sociaux mais dont les effets ne se font pas encore sentir pour un nombre important des entreprises concernées (encore à l'état d'annonces).

Il n'en est pas de même sur les emplois précaires, notamment les intérimaires dont il est facile de se débarrasser sans PSE et les emplois induits : à un emploi interne correspond 3 à 4 emplois extérieurs dont la disparition est plus discrète.

### Qu'annonce l'Insee dans le « déjà là » ?

« Le nombre de ruptures de contrat de travail envisagées dans le cadre de procédures de restructuration poursuit sa hausse.

Fin septembre 2020, le nombre hebdomadaire de plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) initiés poursuit sa hausse »

619 PSE initiés du 01/03 au 08/11 2020 contre 346 sur la même période en 2019

**PSE envisagés : cumul 65777 du 01/03 au 08/11/2020 contre 25909 en 2019 même période.**

### **Et pour les suppressions d'emplois échappant aux PSE (< 10 salariés) ?**

Depuis début mars 2020, 4498 procédures de licenciements collectifs pour motif économique ont été notifiées auprès des Direccte hors PSE. Ces procédures concernent dans neuf cas sur dix des licenciements de moins de 10 salariés. Les secteurs les plus concernés sont ceux du commerce et de la réparation d'automobile (20 %), de la construction (16 %), de l'industrie manufacturière (16 %) et de l'hébergement et de la restauration (12 %). »

215 200 destructions nettes d'emplois au 2e trimestre : **158 200 dans le privé (- 0,8%) et 57 100 (-1%) dans le public » qui n'est pas épargné.**

Cela intervient après - 2% soit - 499 700 emplois au 1 er trimestre (la baisse concernait quasi exclusivement le secteur privé).

Sur un an, l'emploi salarié chute de 572 900 (soit -2,3%) : -513 800 dans le privé et -59 100 dans la fonction publique.

Si l'intérim (comptabilisés au sein des services marchands) rebondit au deuxième trimestre 2020 : +23,0% soit +108 100 emplois, c'est après une chute inédite de 40,4% au trimestre précédent (- 318600 emplois).

Dans un premier temps, au 1er trimestre, l'intérim a servi de variable d'ajustement de l'emploi et a donc « protégé » les emplois salariés des entreprises.

Ce qui se traduit par une baisse de celui-ci de 1,3% (-323 400 emplois), davantage qu'au trimestre précédent (-0,7%).

Sur le champ des « secteurs marchands non agricoles» (industrie, construction et tertiaire marchand), l'emploi salarié est mesuré en série longue trimestrielle depuis fin 1970.



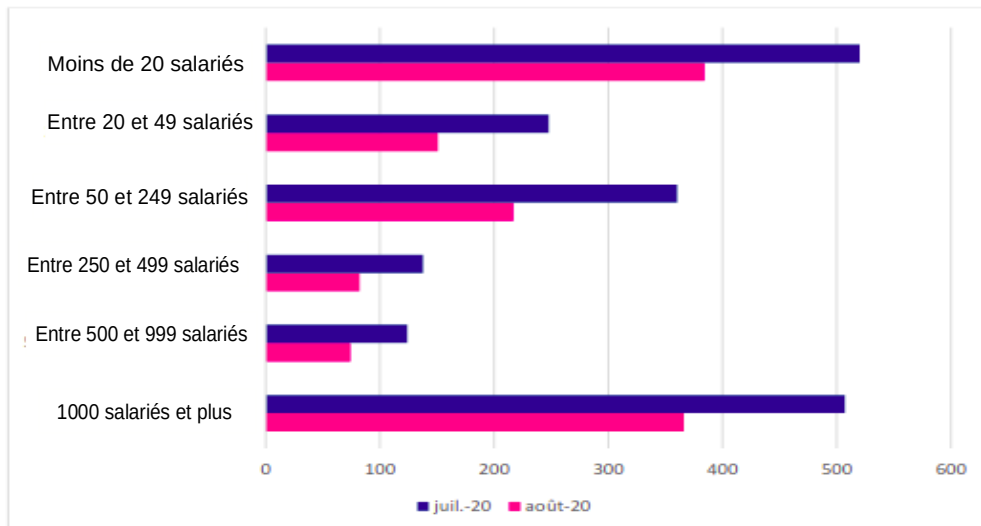
- Au deuxième trimestre 2020, il chute de 0,8% sur ce champ après -2,8% au trimestre précédent, soit -3,6% sur le semestre. **Il s'agit de la plus forte baisse semestrielle enregistrée sur cette série.**

À titre de comparaison, au cœur de la crise économique de 2008/2009, l'emploi salarié marchand non agricole avait baissé de 1,7% entre septembre 2008 et mars 2009. »

Le chômage partiel reste très élevé et touche toujours en premier lieu les grosses entreprises (plus de 1000 salariés) et les petites (moins de 20 salariés).

### Estimation des nombres de salariés effectivement en activité partielle en juillet et août 2020, par taille d'entreprise

En milliers



Note de lecture : le nombre de salariés effectivement placés en activité partielle pour les entreprises de moins de 20 salariés est estimé à 0,5 million pour juillet 2020 et à 0,4 million pour août 2020.

Sources : demandes d'indemnisations SI APART, enquête Acemo-Covid-19 ; estimation Dares.

Champ : salariés ; France.

Les derniers chiffres de pôle emploi (Dares) indiquent une baisse du chômage catégories A sur le 3e trimestre mais qui n'efface pas l'augmentation des 2 premiers trimestres.

Cette baisse relative du chômage total s'accompagne d'une hausse importante des catégories ayant accès à des emplois en activité réduite (catégories B et C) qui s'étaient effondrées avec le confinement.

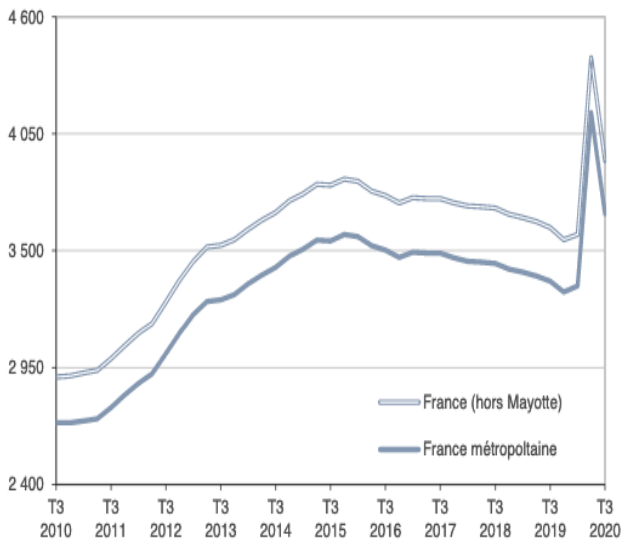
	Effectifs (en milliers)			Évolution (en%) sur	
	3 <sup>e</sup> T 2019	2 <sup>e</sup> T 2020	3 <sup>e</sup> T 2020	1 <sup>e</sup> T	1 an
France métropolitaine					
Inscrits catégorie A *	3356	4149,3	3673,4	- 11,5	+ 9,5
Inscrits catégorie B *	741,7	654,8	718,4	+ 9,7	- 3,1
Inscrits catégorie C *	1426,6	1010,9	1392	+ 37,7	- 2,4
<b>Inscrits catégorie A,B,C *</b>	<b>5524,4</b>	<b>5815</b>	<b>5783,8</b>	<b>- 0,5</b>	<b>+ 4,7</b>
Inscrits catégorie D	298	290,8	332,9	+ 14,5	+ 11,7
Inscrits catégorie E	356,4	327,5	313,2	- 4,4	- 12,1
<b>Ensemble catégories A,B,C,D,E</b>	<b>6178,8</b>	<b>6433,3</b>	<b>6429,9</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 4,1</b>

Tenus de rechercher un emploi.



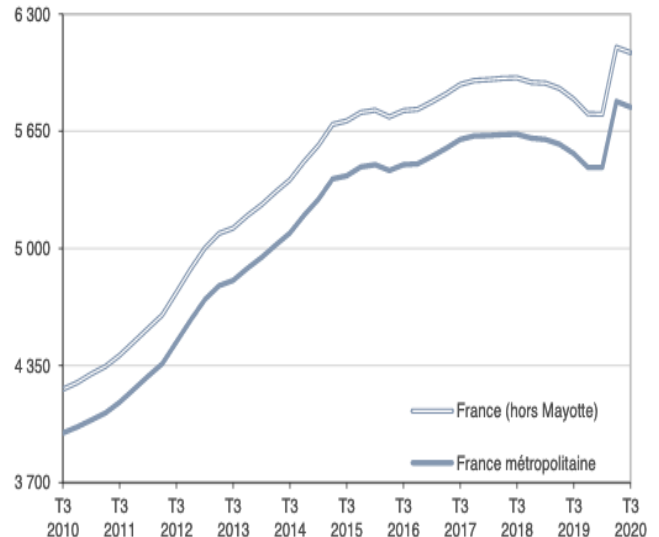
## Demandeurs d'emploi en catégorie A

En milliers, données CVS-CJO



## Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C

En milliers, données CVS-CJO



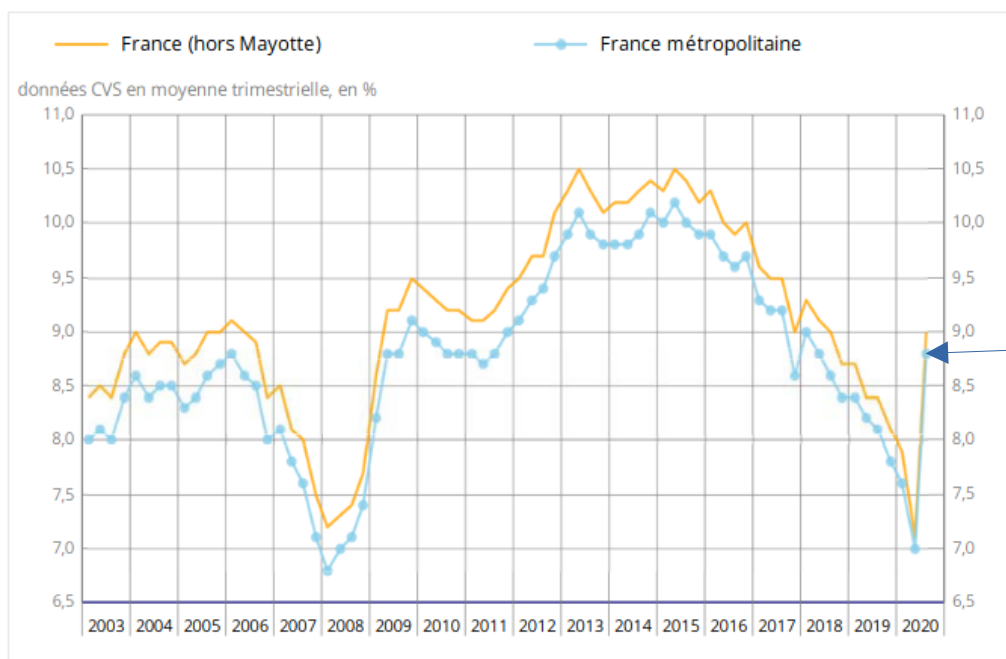
## Taux de chômage au sens du BIT

### Pour rappel :

1) catégorie A : demandeurs d'emploi inscrit à pôle emploi, tenus de rechercher un emploi, sans emploi (zéro heure travaillée dans le mois).

2) Est chômeur au sens du BIT, toute personne de 15 ans et plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.

	T2.2020	T3.2020
<b>Total</b>	<b>7,1</b>	<b>9,0</b>
15/24 ans,	21	21,8
25/49 ans	6,4	8,5
50 ans et +	4,4	6,1



Estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage et de son évolution d'un trimestre à l'autre.

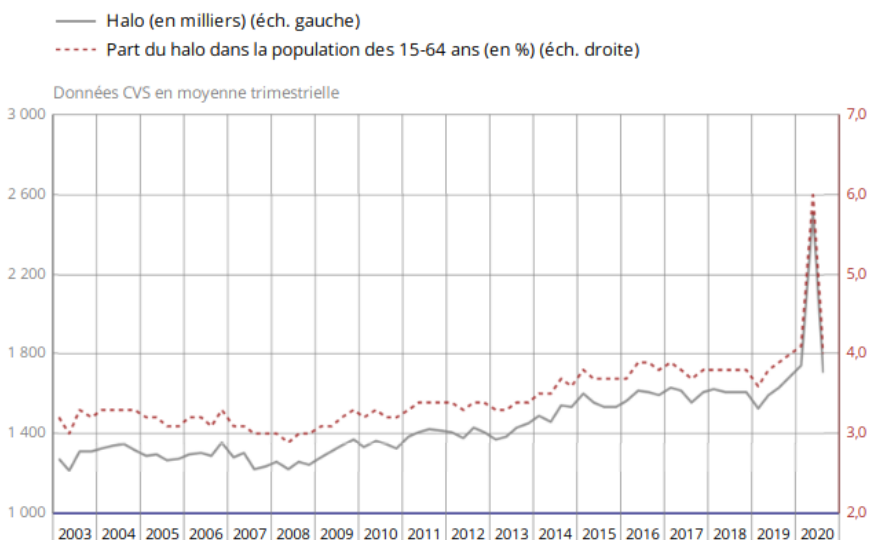
Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.



## Halo autour du chômage

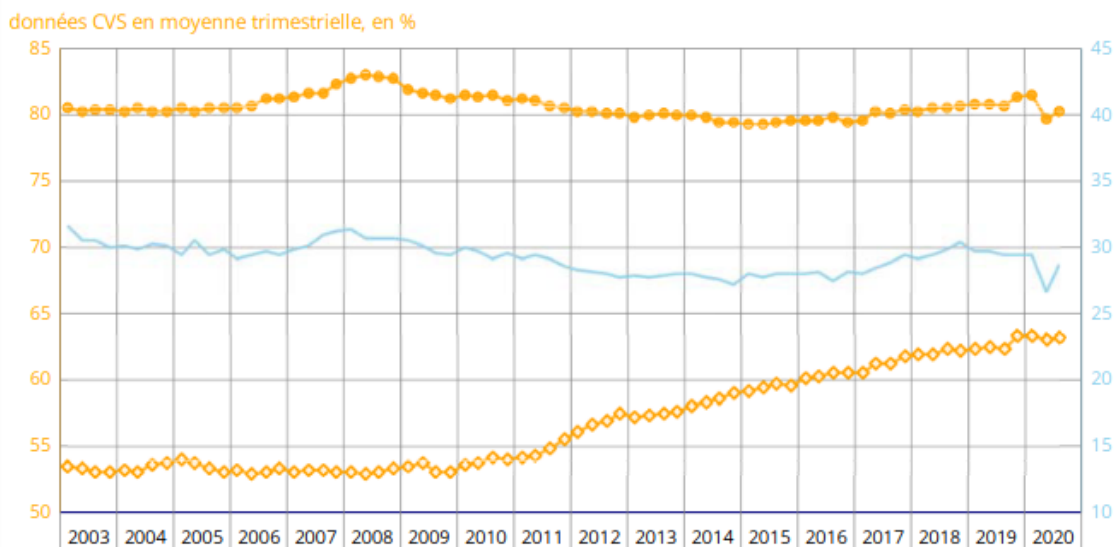
Au sens du Bit, ne peut être qualifié de chômeur toute personne ayant travaillé 1h. Mais parmi les personnes inactives au sens du BIT, 1,7 millions souhaitent un emploi sans être considérées au chômage. Elles constituent le halo autour du chômage. Leur nombre revient à un niveau proche de celui d'avant la crise sanitaire, après un pic exceptionnel au deuxième trimestre (chute de 801000 au troisième trimestre après un bond de 765000 au deuxième). Le pic du halo au deuxième trimestre, lié au confinement, constitue la principale contrepartie de la baisse du chômage à la même période.



## Le taux d'emploi rebondit sans effacer la baisse du trimestre précédent.

En moyenne au troisième trimestre 2020, le taux d'emploi des 15-64 ans augmente de 0,7 point à 65,1%, après une forte baisse (-1,6point) au deuxième trimestre. Il se redresse pour toutes les catégories d'âge et de sexe. Le rebond du troisième trimestre ne compense qu'en partie la baisse du trimestre précédent et le taux d'emploi se situe au-dessous de son niveau de fin 2019 avant la crise sanitaire : 0,9 point au-dessous dans l'ensemble, -0,8 point pour les 15-24 ans, -1,1 point pour les 25-49 ans, le recul étant limité à 0,1 point pour les 50-64 ans.

## Taux d'emploi par âge



Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 à 64 ans.  
Source : Insee, enquête Emploi.



## Indemnisation des chômeurs

Personnes indemnisées	2 <sup>e</sup> T 2019	1 <sup>er</sup> T 2020	2 <sup>e</sup> T 2020	Evolution (en%) sur :	
				1 Trim	Un an
Ensemble des indemnisés	3093,9	3055,5	3642,2 *	+ 19,2	+ 17,7
Assurance chômage (1)	2657,8	2640,7	3212,4	+ 21,6	+ 20,9
État (2)	360,1	318,6	324,7	+ 1,9	- 9,8
Autres (3)	76	96,3	105,2	+ 9,2	+ 38,4

\* pour mémoire : 6,4299 M de chômeurs

(1) Allocation d'aide au Retour à l'Emploi (ARE) et Allocation d'aide au Retour à l'Emploi Formation (AREF) hors conventions de gestion de l'Opérateur national de paie, Allocation de Sécurisation Professionnelle (ASP).

(2) Allocation de Sécurité Spécifique (ASS) y compris formation, Allocation Équivalent Retraite (AER), Allocation Transitoire de solidarité (ATS), Allocation Temporaire d'Attente (ATA2), Allocation du Fonds de professionnalisation et de solidarité (FSP), Rémunération de fin de formation (RFF).

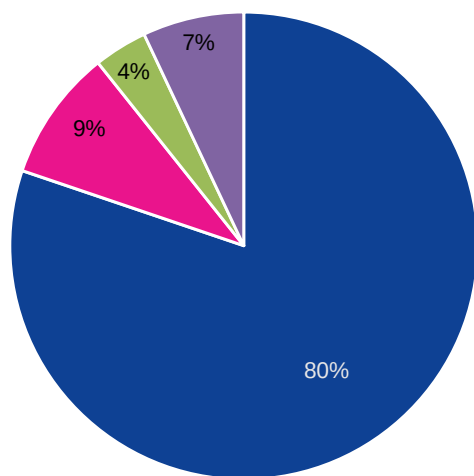
(3) Rémunération de formation Pôle emploi (RFPE), ARE-ONP, AREF-ONP.

Au 3e trimestre 2020, 3,9811 millions de chômeurs sur 5,7838 ont plus de 6 mois d'ancienneté d'inscription à pôle emploi en catégories A, B, C soit 68,83%.

Au 2e trimestre 2020, 3,6422 millions de chômeurs étaient indemnisés dont 3,2124 au titre de l'assurance chômage sur 6,4333 soit 49,93%.

Le gouvernement reporte au 1er Avril l'application de sa réforme UNEDIC qui obligera à avoir travailler 6 mois au lieu de 4 pour avoir droit aux allocations chômage. Cette réforme considérée comme désastreuse lors de son vote avant la crise va se révéler encore plus dure avec les plans sociaux en cours et à venir. Combien vont perdre leurs droits ???

## Causes de la diminution de l'activité (en % de salariés)



- La crise sanitaire a réduit directement votre activité du fait d'une perte de Débouchés.
- La crise sanitaire a réduit directement votre activité du fait de fermetures administratives
- La crise sanitaire a réduit directement votre activité du fait de difficultés d'approvisionnement
- La crise sanitaire a réduit directement votre activité en raison d'un manque de personnel pouvant travailler

## Les aides publiques ruissellent, l'emploi s'évapore !

Il y a manifestement dichotomie entre l'argent dispensé généreusement aux grandes entreprises et l'emploi par l'État et la BCE.



Ainsi Airbus supprime 15000 dans le monde dont 5000 en France, Safran 1000 en France (chaque emploi dans ces grands groupes génèrent 4 à 5 emplois dans la sous-traitance). Air France va supprimer 7500 emploi après un prêt de 7 milliards d'euros.

**Pour la filière aéronautique cette situation risque d'être très lourde de conséquences pour l'avenir : une incapacité de l'industrie française de faire face à la remontée des commandes et donc une production qui sera délocalisée !**

Renault bénéficie d'une aide de 5 milliards sous forme d'emprunts garantis et annonce la suppression de 15000 emplois dont 4600 en France. Valéo qui a profité du chômage partiel entend supprimer 2000 emplois. Des milliards qui ne serviront pas à la transition écologique, les SUV vont continuer à faire le bonheur des actionnaires. Sanofi supprime 1700 emplois dont 1000 en France, Sodexo 2000, Nokia 1233, Bridgestone 400, Ellior (restauration 1888, Alinéa 1000, la Halle 2466, Smart ( 2,7 Mds€ de bénéfices en 2019) (Demler )1600 + 1000, Conforama 1900, Axa, Michelin....auxquels vont s'ajouter les milliers de licenciements des petites entreprises mises en faillite lors des confinements.

Ces suppressions d'emplois s'accompagnent d'**Accords de Performance Collective** sous prétexte de limiter les suppressions d'emplois mais en réalité, la situation de crise est une aubaine pour réduire fortement les salaires, et augmenter le temps de travail.

### **La formation professionnelle correspond à un besoin !**

La hausse des inscriptions en formation des demandeurs d'emploi observée pendant la saison estivale se poursuit en septembre, bien que ce soit dans un cadre très étriqué des droit à formation acquis au travail ou de possibilités ouvertes parcimonieusement par l'entrée en chômage.

Ainsi semaine après semaine, les inscriptions sont en hausse (en évaluation annuelle) sur 2019.

Du 3 Août au 1er novembre le nombre d'inscrits en formation passe de 237999 en 2019 à 324477 en 2020 soit + 36,33%.

Dans un plan de relance digne de ce nom, elle pourrait être un objectif important pour :

- Permettre une relance industrielle réelle, non pas en relocalisant des entreprises dans le cadre d'une concurrence exacerbée entre salariés et d'une guerre économique conduisant au pire mais par le développement de nouvelles entreprises répondants à des besoins bien avérés avec des salariés bien formés, dont la qualification est reconnue, une efficacité sociale et financière économisant les coûts inutiles du capital (dividendes, frais financiers...), respectant l'environnement.
- Former les très nombreux aides-soignants, infirmier-e-s, médecins... nécessaires aux hôpitaux publics.
- Permettre un développement des Services Publics nécessitant des embauches massives de personnels qualifiés pour répondre aux besoins de la population.
- Permettre aux entreprises utilisant massivement le chômage partiel, particulièrement les grandes entreprises et grandes PME, d'utiliser cette pause productive pour des plans massifs de formation mettant à niveau des novations informationnelles tout le personnel.
- Être une opportunité de changement de filière pour tous les salariés le souhaitant.
- Mettre le pied dans un processus de formation accessible tout au long de sa vie touchant simultanément un nombre considérable d'actifs et même de retraités voulant donner un nouveau sens à cette étape de leur vie.

**Toutes mesures qui seraient une avancée importante dans l'objectif de Sécurité Emploi et/ou Formation.**